

Présentation du Japon

L'ÉCONOMIE

Le Japon est entré dans l'ère de la globalisation

L'économie japonaise est la deuxième économie de marché du monde.

La période de forte croissance

L'économie de l'après-guerre au Japon s'est développée sur les vestiges d'infrastructures industrielles détruites en grande partie au cours de la Seconde Guerre mondiale. En 1952, à la fin de l'occupation par les troupes alliées, le Japon était un « pays en voie de développement », avec une consommation par habitant équivalente à 1/5^{ème} environ de celle des États-Unis. Durant les deux décennies suivantes, le Japon présenta un taux de croissance annuel moyen de 8%, ce qui lui permit de passer, le premier, du statut de « pays en voie de développement » à celui de « pays développé » dans la période d'après-guerre. Ces résultats étaient dus en partie au taux d'épargne élevé des particuliers et aux investissements du secteur privé, à une main-d'œuvre très consciencieuse, à la fourniture, à grande échelle, de pétrole bon marché, à des innovations technologiques, et à l'intervention efficace du gouvernement dans le secteur industriel privé. Le Japon a été l'un des plus grands bénéficiaires de la croissance rapide de l'économie mondiale après la guerre, sous la bannière du libre échange promu par le Fonds monétaire international et l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT). En 1968, son économie devint la deuxième du monde, derrière celle des États-Unis.

Entre 1950 et 1970, le pourcentage de Japonais habitant la ville passa de 38% à 72%. Ces nouveaux citoyens venaient ainsi gonfler la main-d'œuvre industrielle. La compétitivité de l'industrie japonaise a augmenté régulièrement, avec une



progression des exportations d'environ 18,4% par an en moyenne au cours des années 60. Après le milieu des années 60, la balance des comptes courants présenta un excédent chaque année, à l'exception des deux années qui suivirent le choc pétrolier de 1973. La croissance économique de cette période, encouragée par de forts investissements du secteur privé reposant sur le ratio élevé de l'épargne des particuliers, était accompagnée de changements significatifs dans le domaine des infrastructures industrielles de l'Archipel. Alors que l'économie reposait auparavant essentiellement sur l'agriculture et les industries légères, elle se focalisa désormais sur la fabrication lourde. Le fer et l'acier, les chantiers navals, les machines-outils, l'industrie automobile et les appareils électroniques dominèrent bientôt le secteur industriel.

En décembre 1960, le Premier Ministre Hayato IKEDA annonça un plan pour doubler les salaires avec pour objectif un taux de croissance annuel de 7,8% au cours de la décennie 1961-1970. Le projet économique du gouvernement visant à l'expansion des bases industrielles a réussi au-delà des prévisions, et en 1968, le revenu national avait doublé, avec un taux de croissance annuel moyen de 10%.

La bourse de Tokyo

La bourse fonctionne désormais à l'aide d'un système commercial informatisé remplaçant l'espace commercial traditionnel.

© Tokyo Stock Exchange

Une économie mature

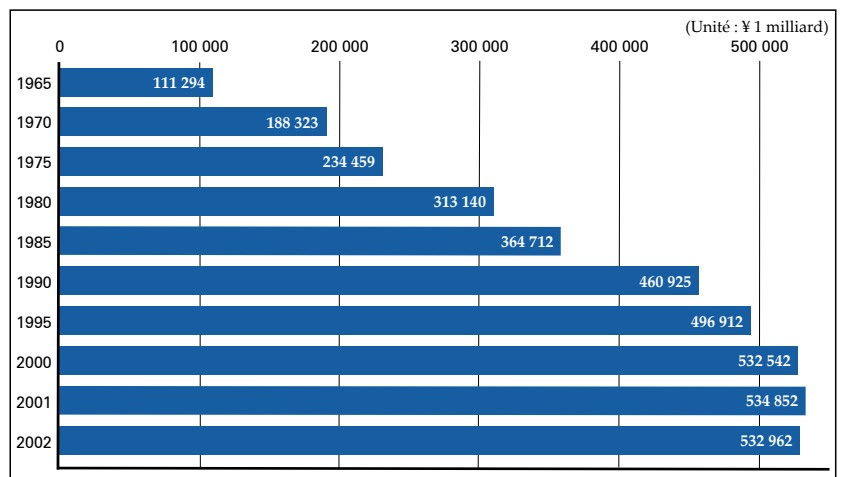
Le plan économique et social de base du Premier Ministre Kakuei TANAKA (février 1973) prévoyait la poursuite des forts taux de croissance pour la période 1973 – 1977. Cependant, la politique macroéconomique intérieure entraîna en octobre 1973 un accroissement rapide de la masse monétaire qui aboutit à une large spéculation dans le domaine de l'immobilier et des équipements domestiques. Le Japon souffrait déjà d'une inflation à deux chiffres, quand, en 1973, le déclenchement de la guerre au Moyen-Orient conduisit à une crise pétrolière. Le prix du pétrole monta en flèche et le taux de change du yen, qui ne reflétait pas sa valeur réelle, fut relayé par un taux flottant. La récession qui s'ensuivit amoindrit les espoirs de croissance future, ce qui conduisit à une diminution des investissements privés. La croissance économique ralentit de 10% à 3,6%, en moyenne, entre 1974 et 1979, pour remonter à 4,4% pendant les années 80.

Le deuxième choc pétrolier en 1979 est à l'origine d'un changement d'orientation fondamental dans la structure industrielle du Japon qui se démarqua de l'industrie lourde pour développer de nouveaux secteurs tels que l'industrie des semi-conducteurs VLSI. Vers la fin des années 70, les exportations d'ordinateurs, de semi-conducteurs et d'autres équipements et produits technologiques et informatiques font un véritable bond en avant.

Comme lors de la période de forte croissance, les exportations continuèrent à jouer un rôle important dans la croissance de l'économie japonaise au cours des années 70 et 80. Toutefois, les pressions commerciales, qui accompagnèrent l'excédent de la balance des paiements du Japon, augmentèrent pour forcer le Japon à encourager l'ouverture de son marché intérieur et à se recentrer davantage sur la demande intérieure, comme moteur de la croissance économique.

L'économie de bulle

A la suite de l'accord du Plaza en 1985, la valeur du yen augmenta brusquement, atteignant 120 yens pour un dollar en 1988, soit trois fois sa valeur de 1971 sous le système des taux de changes fixes. L'augmentation consécutive des prix des produits japonais à l'exportation réduisit leur compétitivité sur les marchés étrangers, mais des mesures gouvernementales d'ordre financier contribuèrent à augmenter la demande intérieure.



L'investissement des entreprises augmenta brusquement en 1988 et 1989. Avec le prix des actions plus élevé, les nouvelles émissions de capitaux prirent rapidement de la valeur, faisant d'elles une importante source de financement pour les entreprises, tandis que les banques cherchaient des débouchés pour leurs fonds dans le développement immobilier. Les entreprises, pour leur part, utilisèrent leur portefeuille immobilier comme nantissement pour spéculer sur le marché boursier, ce qui fit doubler la valeur du prix des terrains sur cette période et entraîna une augmentation de 180% de l'indice Nikkei à la bourse de Tokyo.

En mai 1989, le gouvernement resserra sa politique monétaire dans le but de supprimer la hausse de valeur des avoirs comme celle des terrains. Cependant, les taux d'intérêt élevés provoquèrent une baisse du prix des actions. À la fin de l'année 1990, la bourse de Tokyo avait perdu 38% de sa valeur, effaçant 300 billions de yens en valeur (2,07 billions \$ US), et les prix des terrains s'effondrèrent brutalement par rapport aux cours spéculatifs les plus hauts. Cette plongée dans la récession est connue sous le terme « d'éclatement » de la « bulle économique ».

L'économie depuis 1995

La récession consécutive à la bulle économique continua tout au long de la seconde moitié

Produit intérieur brut réel (année civile)

Note : Les statistiques de 1965 à 1975 sont des chiffres contemporains ; celles de 1980 à 1990 sont fondées sur 1995 comme année de référence, et celles de 1995 à 2004 sont fondées sur 2000 comme année de référence.

Source : Bureau du Cabinet, Rapport annuel sur les comptes nationaux

Usine automobile

Des robots sont alignés de part et d'autre de la chaîne de montage. L'industrie automobile a fait l'objet d'une robotisation à large échelle.

© Toyota Motor Corporation



des années 90 et jusqu'au nouveau millénaire. Quelques embellies passagères ont été constatées dans le domaine économique en 1995 et 1996, en partie imputables à la chute de valeur du yen et à un surcroît de demande dû aux efforts de reconstruction après le grand tremblement de terre d'Hanshin-Awaji en janvier 1995. En 1997, toutefois, la conjonction de divers facteurs, dont l'augmentation de la TVA, la réduction de l'activité d'investissement du gouvernement et la banqueroute des principales institutions financières, ont rapidement accentué la récession. Plombées par un énorme volume de créances douteuses aggravées par la baisse du prix des terrains toujours actuelle, les institutions financières sont devenues plus sévères dans leur politique de crédit ; ainsi elles ont forcé les entreprises à limiter leurs implantations et leurs investissements en équipements. Cela, ajouté à la chute des exportations due à la crise économique en Asie, provoqua une baisse des profits dans presque toutes les industries. Salaires et rémunérations furent également revus à la baisse, entraînant dans leur chute les dépenses de consommation ; et, en 1998, l'économie japonaise accusait un taux de croissance négatif.

En 1998, le gouvernement établit un plan de refinancement de 60 billions de yens afin de promouvoir le rétablissement de l'économie, et il consacra également 40 billions de yens supplémentaires à des mesures d'urgence pour compenser la réduction des prêts accordés par les institutions financières. Le budget de la nation pour l'exercice 1999 incluait une forte augmentation des dépenses publiques, et certaines actions ont été décidées, dont l'augmentation de la taxation des crédits portant sur de nouvelles acquisitions immobilières, afin de réduire les impôts. En février 1999, la Banque du Japon institua une politique de taux d'intérêt de 0% pour le court terme, afin de faciliter l'offre de fonds, et en mars le gouvernement injecta 7,5 billions de yens de fonds publics dans les 15 principales banques.

À la suite de ces mesures et d'une demande croissante de produits japonais en Asie vers la fin de l'année 1999 et en 2000, des signes d'amélioration se manifestèrent, comme l'augmentation du prix des stocks et la croissance des revenus dans certains secteurs industriels. Cependant, en 2001, l'économie japonaise a connu à nouveau la récession du fait de problèmes intérieurs — demande intérieure stagnante, déflation, fardeau permanent des créances douteuses des banques japonaises

— et de facteurs internationaux, comme la baisse des exportations japonaises, due à la détérioration de l'économie américaine. Le taux de chômage, qui était de 2,1% en 1990, atteignit jusqu'à 5,4 % en 2002.

Passé le creux de la vague en début de 2002, l'économie japonaise est finalement entrée dans une période de redressement lent mais régulier qui s'est poursuivie jusqu'au milieu de la décennie. Persistants pendant plus de 10 années, les effets résiduels négatifs de l'éclatement de la bulle économique semblent finalement avoir été en grande partie surmontés. Le ratio des créances irrécouvrables des principales banques a chuté de plus de 8% en 2002 au-dessous de 2,0% en 2006, et ceci a contribué au rétablissement des réserves de crédits bancaires, et les banques sont de nouveau en mesure de fonctionner à plein comme des intermédiaires financiers.

Les entreprises ont accompli des progrès considérables dans la résolution de leurs « trois excès », à savoir l'excès d'emploi, l'excès d'équipement et l'excès d'endettement, ce qui a contribué aux améliorations des gains des sociétés, des bilans, et des activités d'investissement de nouvelles installations. Le taux de chômage continue à diminuer, avec l'emploi dans le secteur de la fabrication, qui avait une tendance à la régression, indiquant une reprise au cours de l'exercice 2006. Reflétant la reprise des activités, les cours du marché ont fortement augmenté entre 2003 et 2006. Avec l'augmentation de la consommation personnelle, il est anticipé que la forte demande extérieure d'un monde économique en ébullition continue à jouer un rôle pour alimenter le redressement de l'économie japonaise.

Dans une atmosphère générale d'optimisme, des problèmes subsistent. Malgré des augmentations modérées des prix à la consommation, il faut encore surmonter la déflation afin de normaliser complètement l'économie. L'intensité de la reprise économique est marquée par des disparités régionales, et le fait que les prix des terrains se soient stabilisés ou grimpent dans certaines zones métropolitaines, alors qu'ils continuent à diminuer ailleurs, en témoigne. En 2006, la Banque du Japon a mis fin à sa politique de détente monétaire quantitative, et par conséquent il est essentiel d'anticiper l'impact sur les gains des sociétés et sur l'économie, alors que les taux d'intérêt amorcent une hausse.

L'inquiétude est croissante devant les conséquences qu'aura sur l'économie le vieillissement de la société japonaise. En 2005,



Une rue commerçante de Akihabara (Tokyo)

Les magasins spécialisés dans l'informatique, les magnétoscopes et autres équipements électroniques sont concentrés ici.

© Kodansha International



Un carrefour du quartier d'Otemachi (Tokyo)

Les employés de bureau envahissent les rues d'Otemachi, l'un des principaux quartiers d'affaires de Tokyo, à l'heure du déjeuner.

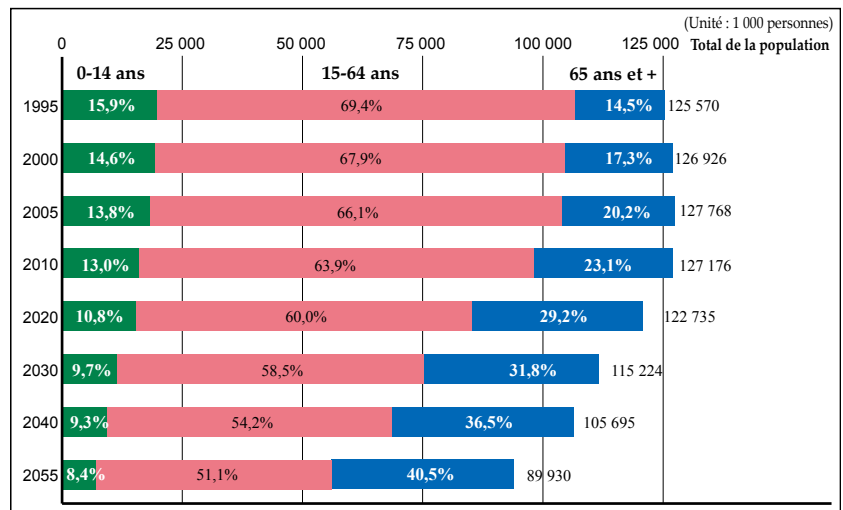
© Kodansha

environ 20% de la population étaient âgés de 65 ans ou plus, mais il est estimé que ce chiffre sera aux alentours de 41% d'ici 2055. De manière à minimiser les conséquences qu'entraînera la réduction de la population active, il sera nécessaire d'accroître, d'une part, la productivité du travail, et, d'autre part, de promouvoir l'emploi des femmes et des personnes âgées de plus de 65 ans. En outre, des réformes fondamentales dans les systèmes des pensions et autres assistances sociales seront nécessaires dans le but d'éviter de féroces inégalités entre les générations, en ce qui concerne les charges qui leur incomberont et les avantages dont elles bénéficieront.

Le secteur industriel

La part des biens manufacturés dans les importations japonaises a considérablement augmenté depuis le milieu des années 80, dépassant 50% en 1990 et 60% à la fin des années 90, alimentant les craintes de voir l'industrie japonaise se vider de sa substance. Des frictions commerciales de plus en plus nombreuses, dans la seconde moitié des années 80, et la hausse subite du yen ont contraint de nombreuses entreprises dans les secteurs-clés de l'exportation, comme l'électronique et l'automobile, à délocaliser leurs productions à l'étranger. Les constructeurs d'appareils électriques, tels que télévisions, magnétoscopes et réfrigérateurs, ont ouvert des usines de montage en Chine, en Thaïlande, en Malaisie, et dans d'autres pays où la qualité du travail est élevée et la main d'œuvre bon marché. Pour ces produits, la part de marché des biens importés excède désormais celle des biens produits au Japon.

Récemment, l'inquiétude s'est portée sur la hausse rapide des importations de biens



Évolutions de la structure démographique

Note : Les chiffres postérieurs à 2005 sont des prévisions.
Source : Institut national de recherche sur la population et la sécurité sociale, *Estimations sur la population du Japon*

manufacturés de Chine. Entre 2001 et 2005, les importations japonaises en provenance de la Chine ont augmenté de 170%. Pendant la même période, les exportations à destination de la Chine ont progressé à un taux encore plus rapide : 235%, mais le Japon accuse toujours un déficit commercial considérable vis-à-vis de la Chine. L'augmentation simultanée du volume des exportations et des importations de produits avec la Chine est en partie le résultat de la division du travail à l'échelle internationale dans le cadre d'une globalisation de la production. Les entreprises japonaises exportent des biens d'équipements (machinerie) et des biens intermédiaires (composants, etc.) vers les sites de production construits grâce à leurs investissements directs en Chine, et elles réimportent ensuite au Japon les biens finis. Il existe toujours une division verticale du travail, le Japon se spécialisant dans les modules et les procédés à forte teneur en savoir et en technologie, la Chine se spécialisant dans les modules et les procédés à forte teneur en travail. Toutefois, à mesure que la Chine et d'autres pays en voie de développement améliorent leurs capacités techniques, le défi pour l'industrie manufacturière japonaise est de maintenir l'avantage dans les secteurs à forte teneur en savoir et en technologie.